



OPALE
OBSERVATOIRE
PARTENARIAL
ÉCONOMIE
EMPLOI
INSERTION

**Regard sur
l'économie
et les entreprises
lyonnaises n°60**

NOVEMBRE
2023

Le marché du travail se stabilise, l'activité reste modérée

SYNTHÈSE

L'activité économique ralentit depuis l'été, dans un climat d'incertitudes géopolitiques et de volatilité des prix de l'énergie. L'inflation ralentit également après plusieurs mois de forte hausse, mais ses effets sur la consommation des ménages demeurent. La hausse des taux d'intérêt pèse par ailleurs sur les décisions d'investissement des ménages comme des entreprises.

Dans ce contexte de croissance modérée, les entreprises de la région lyonnaise se montrent prudentes. Après deux années de créations d'emplois vigoureuses sur le territoire, le rythme des recrutements ralentit et le nombre d'emplois salariés se stabilise, à un niveau largement supérieur à celui d'il y a deux ans. Dans le même temps, la baisse du nombre de demandeurs d'emplois atteint un palier et le taux de chômage enregistre une légère reprise au deuxième trimestre dans la plupart des zones d'emplois de la région lyonnaise. La fragilité de certaines entreprises se traduit par une forte progression des défaillances, après trois années assez exceptionnelles sur ce plan. Le dynamisme des créations d'entreprise marque également une pause.

Après deux années 2021 et 2022 atypiques en termes de reprise économique, de créations d'emplois et d'investissements, 2023 s'engage donc sur une tendance modérée.

Le contexte économique	2
Les recrutements	3
Les emplois salariés privés	4
Les demandeurs d'emploi	6
Les entrées en formation	8
Le taux de chômage	9
Les allocataires du RSA	10
Les créations d'entreprise	11
Les défaillances d'entreprise	12
L'immobilier d'entreprise	13
Actualités des entreprises	14

Achévé de rédiger le 27 novembre 2023

Le contexte économique

Sources

- Banque de France, *Tendances régionales Auvergne-Rhône-Alpes*, octobre 2023
- Insee Auvergne-Rhône-Alpes, *Conjoncture régionale*, n°39, octobre 2023
- Urssaf, *Conjoncture 2^e trimestre 2023, Stat'ur Auvergne-Rhône-Alpes*, n°40, octobre 2023
- Medef Lyon-Rhône, *Les entreprises rhodaniennes résilientes et combatives : note de conjoncture*, automne 2023
- Banque de France, *Enquête mensuelle de conjoncture*, 8 novembre 2023
- Insee, *Note de conjoncture*, 12 octobre 2023

L'inflation ralentit, l'activité économique aussi

Le contexte international se révèle peu porteur pour les entreprises lyonnaises : tensions géopolitiques, volatilité des prix de l'énergie, taux d'intérêt élevés et demande freinée par l'inflation et par la baisse du pouvoir d'achat. Au niveau national, les évolutions récentes sont de ce fait contrastées.

L'inflation poursuit son ralentissement : sur un an, les prix à la consommation augmentent de 4,0 % en octobre, selon l'Insee, après +4,9 % en août et en septembre. Cette baisse résulte du fort ralentissement sur un an de la hausse des prix de l'énergie (+5,2 %), de l'alimentation (+7,8 %) et des produits manufacturés (+2,2 %). Les prix de l'énergie connaissent cependant une forte volatilité, notamment ceux du pétrole, ce qui génère une vraie incertitude pour les prochaines semaines.

L'activité économique mesurée par le Produit intérieur brut (PIB) ralentit au troisième trimestre 2023 : elle progresse de +0,1 % en volume, après +0,6 % au trimestre précédent, selon l'Insee. Elle est notamment pénalisée par la contraction du commerce extérieur, avec un net repli des exportations. En revanche la consommation des ménages rebondit, avec une hausse des achats dans l'alimentaire, les biens d'équipement et les matériels de transport.

Les difficultés de recrutement continuent de se résorber, dans un contexte de tassement de l'emploi salarié au troisième trimestre. Elles concernent 44 % des entreprises enquêtées par la Banque de France début novembre, contre 55 % il y a un an. Le repli s'accélère particulièrement dans les services aux entreprises et dans le bâtiment. Les questions d'attractivité des métiers et de fidélisation des salariés restent malgré tout très présentes.

Les difficultés d'approvisionnement se stabilisent à un niveau relativement bas dans l'industrie (17 % des entreprises concernées, selon la Banque de France) et continuent de baisser dans le bâtiment (7 % des entreprises concernées). Les prix des matières premières poursuivent leur repli.

La situation de trésorerie des entreprises s'est dégradée depuis un an, avec d'importantes disparités selon les secteurs : plutôt favorable dans la pharmacie et dans les services juridiques et comptables, mais particulièrement basse dans le textile-habillement.

Des entreprises prudentes

Le contexte économique incertain pèse différemment selon les secteurs d'activité. L'enquête de la Banque de France en Auvergne-Rhône-Alpes début novembre permet de dégager quelques tendances.

Dans l'industrie, l'activité progresse légèrement en octobre mais les entrées de commande ralentissent, en particulier celles en provenance de l'étranger. Le niveau des stocks est souvent jugé trop élevé, ce qui conduit parfois à l'arrêt de lignes de production. Les perspectives d'activité pour les prochains mois sont prudentes compte tenu du niveau des carnets de commandes.

Dans les services marchands, l'activité se relie en octobre dans l'ensemble des secteurs sauf l'hébergement. Le travail temporaire et les transports routiers font face à une importante baisse de la demande. Les prix sont en légère augmentation, notamment pour compenser la hausse des coûts d'énergie.

Dans le bâtiment, l'activité continue de progresser, avec cependant des disparités entre le second œuvre, où les carnets de commande sont encore bien garnis et où l'activité reste très favorable, et le gros œuvre, où l'activité n'est pas aussi dynamique. Les entreprises s'inquiètent de la crise de la construction de logements dans l'agglomération.



Les recrutements

Clés de lecture

Déclaration préalable à l'embauche (DPAE) : formalité obligatoire effectuée par l'employeur dans les huit jours précédant l'embauche, quelle que soit la durée du contrat de travail. Ne sont comptés ici que les contrats d'au moins un mois hors intérim.

Source : Open data Pôle emploi Auvergne-Rhône-Alpes (www.observatoire-emploi-ara.fr) - Urssaf, CCMISA. Données corrigées des variations saisonnières.

Périmètres : les huit plus grands EPCI de l'aire d'attraction de Lyon

Lexique

CC : communauté de communes

CA : communauté d'agglomération

CDD : contrat à durée déterminée

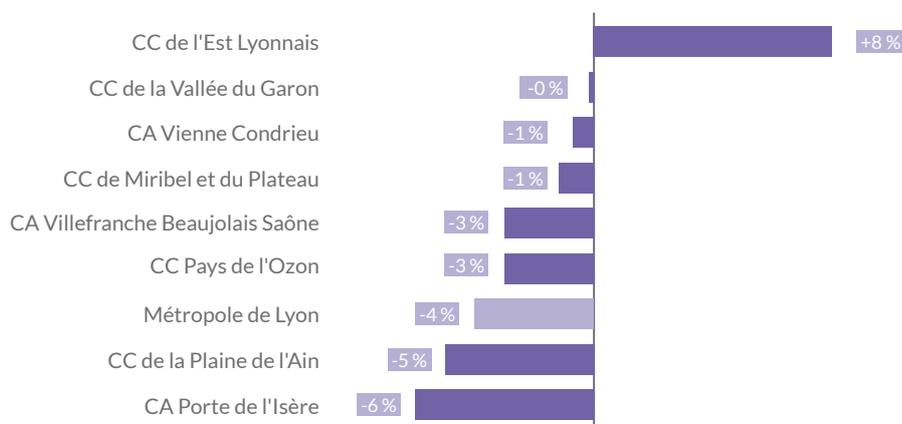
CDI : contrat à durée indéterminée

Un recul général des embauches excepté dans la CC de l'Est lyonnais

Le nombre de déclarations d'embauche de plus d'un mois dans la métropole de Lyon diminue de 4 % au cours des trois premiers trimestres 2023 par rapport aux trois premiers trimestres 2022. La baisse est plus marquée dans la CA Porte de l'Isère et dans la CC de la Plaine de l'Ain (respectivement -6 % et -5 %). Seule la CC de l'Est lyonnais enregistre une progression des recrutements par rapport à 2022 avec 8 % d'embauches supplémentaires.

Sur une année glissante (octobre 2022 à septembre 2023), le nombre de recrutements recule également dans la métropole de Lyon (-2,2 %) par rapport à la période précédente allant d'octobre 2021 à septembre 2022. Les recrutements en CDI croissent (+10 %) ainsi que les CDD de plus de 6 mois (+12 %). Les CDI restent largement majoritaires dans les embauches et leur nombre est en légère augmentation de 1 % alors que tous les autres types de contrats sont en baisse. Les embauches en CDD de 3 à 6 mois sont celles qui reculent le plus avec -10 %.

Évolution du nombre de recrutements au cours des trois premiers trimestres 2023 par rapport aux trois premiers trimestres 2022



Nombre de recrutements au cours des trois premiers trimestres 2023

MÉTROPOLE DE LYON	241 450
CA PORTE DE L'ISÈRE	14 240
CA VIENNE CONDRIEU	10 160
CA VILLEFRANCHE BEAUJOLAIS SAÔNE	9 140
CC DE L'EST LYONNAIS	8 340
CC DE LA PLAINE DE L'AIN	6 230
CC DE LA VALLÉE DU GARON	5 170
CC DE MIRIBEL ET DU PLATEAU	3 840
CC PAYS DE L'OZON	3 220

Les emplois salariés du secteur privé

Clés de lecture

Champ : effectif salarié en fin de trimestre de l'ensemble des cotisants du secteur concurrentiel, qui comprend tous les secteurs d'activité économique sauf les administrations publiques, l'éducation et la santé non marchandes, l'emploi par les ménages de salariés à domicile et les entreprises relevant de la Mutualité sociale agricole. L'intérim n'est pas inclus. Les séries d'effectifs salariés intègrent désormais les effectifs apprentis.

Source : Urssaf Rhône-Alpes. Données brutes, évolutions annuelles.

Périmètres : EPCI du carré métropolitain, CTM de la métropole de Lyon

Lexique

EPCI : établissement public à caractère intercommunal

CTM : conférence territoriale des maires (regroupement des communes de la métropole de Lyon par bassin de vie)

CC : communauté de communes

CA : communauté d'agglomération

Carré métropolitain : périmètre d'étude et d'observation d'Urbalyon

L'emploi salarié se stabilise...

La croissance modérée de l'activité économique et le ralentissement des créations d'emplois contribuent à l'arrêt de la hausse de l'emploi. Selon les premières données de la Dares au niveau national, l'emploi salarié privé au troisième trimestre 2023 interrompt pour la première fois sa croissance de dix trimestres entamée au début de l'année 2021. Pour la Dares, « l'emploi salarié privé semble donc, au cours de l'année 2023, être arrivé à un plateau après avoir progressé de manière particulièrement dynamique en sortie de crise sanitaire ». Le fléchissement enregistré au cours de l'été est principalement lié au recul de l'emploi intérimaire.

... mais reste globalement en hausse en un an

Les données régionales et locales pour le deuxième trimestre 2023 confirment ce ralentissement. La hausse est cependant toujours nette en un an : elle atteint +1,4 % sur l'ensemble du carré métropolitain figurant sur la carte, avec des disparités selon les secteurs d'activité et selon les territoires. Les secteurs les plus fragiles à cette échelle sont le BTP (-1,1 %) et le commerce de détail (-0,9 %).

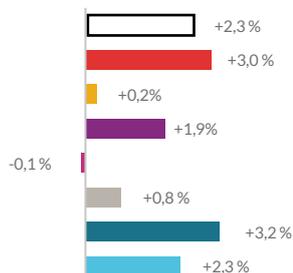
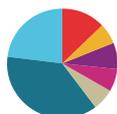
Cinq EPCI enregistrent des évolutions de plus de 2 % en un an : la CC Rives de l'Ain-Pays du Cerdon (+4,9 %, avec des créations d'emplois en transport-logistique dans la zone Ecosphère), la CC des Monts du Pilat (+4,1 %), la CCEL (+2,5 %, avec de fortes hausses dans l'ensemble des secteurs sauf le commerce de détail et les services aux entreprises), la CC de Miribel et du plateau (+2,3 %, tirés par le commerce de gros et l'implantation de Rexel fin 2022) et la métropole de Lyon (+2,3 %).

Dans la métropole de Lyon, les hausses d'emploi restent vives en un an dans les activités informatiques, dans les activités juridiques, de conseil et d'ingénierie, ainsi que dans l'hébergement et la restauration. Les CTM de Lyon, Portes du Sud et Val d'Yzeron sont les plus dynamiques, avec des hausses d'emploi dans tous les secteurs sauf dans le BTP aux Portes du Sud et Val d'Yzeron. À l'inverse, Porte des Alpes et surtout Lômes et coteaux du Rhône enregistrent un recul de l'emploi en un an.

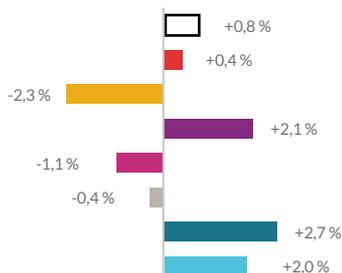
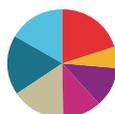
Évolution de l'emploi en un an par grand secteur d'activité dans les plus grands EPCI de l'aire d'attraction de Lyon et nombre d'emplois salariés privés au 2^e trimestre 2023



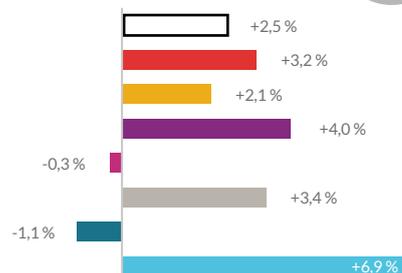
Métropole de Lyon
633 200 emplois salariés

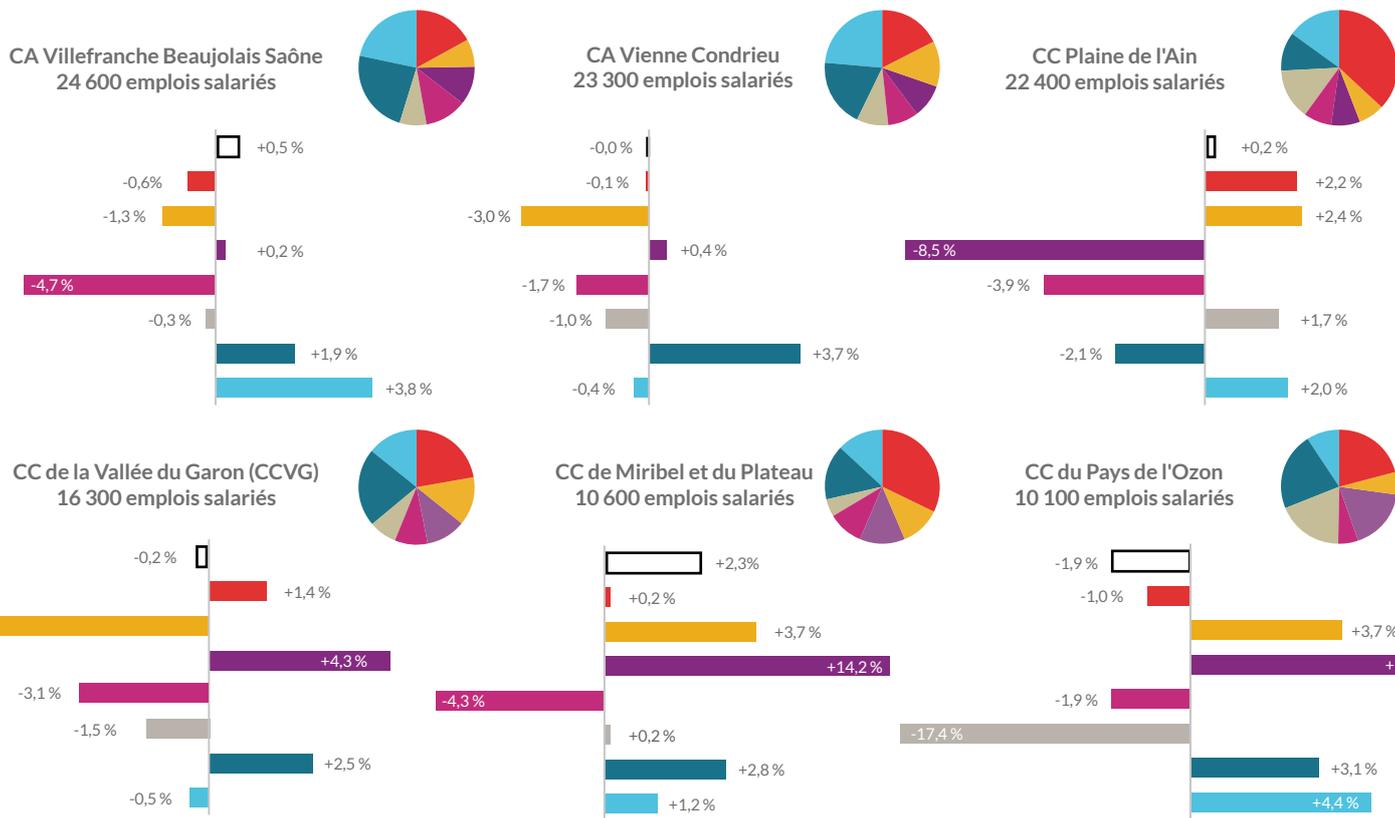


CA Porte de l'Isère (CAPI)
41 600 emplois salariés

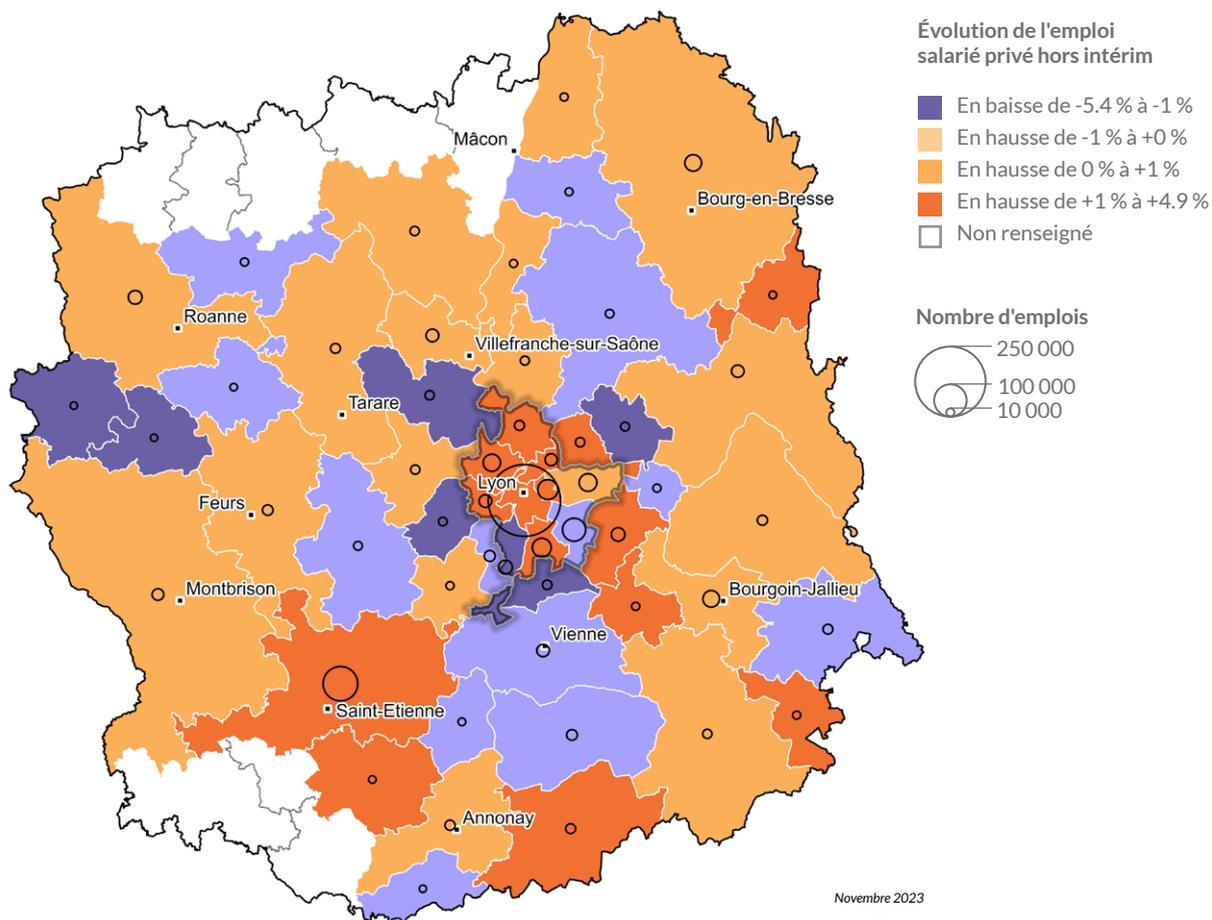


CC de l'Est lyonnais (CCEL)
27 600 emplois salariés





Nombre d'emplois salariés privés au 2^e trimestre 2023 par EPCI et CTM de la métropole de Lyon et évolution en un an



Novembre 2023



Les demandeurs d'emploi

Clés de lecture

Sources : Pôle emploi – STMT et Open data Pôle emploi Auvergne-Rhône-Alpes (www.observatoire-emploi-ara.fr) : données brutes ; sauf les courbes d'évolution : données CVS

Périmètres : métropole de Lyon et sept autres plus grands EPCI de l'aire d'attraction de Lyon

Définitions

Les catégories A, B et C regroupent des demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi.

Les catégories A sont sans emploi.

Les catégories B ont exercé une activité réduite courte (78h et moins au cours du mois).

Les catégories C ont exercé une activité réduite longue (plus de 78h au cours du mois)

EPCI : établissement public à caractère intercommunal

QPV : quartier politique de la ville

Une tendance à la baisse qui s'essouffle...

À fin septembre 2023, dans la métropole de Lyon, les personnes inscrites à Pôle emploi tenues de faire des actes positifs de recherche d'emploi (catégories ABC) sont 120 200. Leur nombre évolue peu par rapport à septembre 2022 : il diminue de 0,3 % en un an, soit près de 400 personnes inscrites en moins. Les demandeurs d'emploi sans activité (catégorie A) sont 67 670 ; ils affichent une baisse annuelle de 0,2 %.

En un an, le nombre de demandeurs d'emploi de catégories ABC a augmenté dans trois EPCI : ceux de la CA Vienne Condrieu, de la CC de Miribel et du Plateau et de la CC Pays de l'Ozon. Le nombre de demandeurs d'emploi continue de diminuer dans les autres EPCI. Les diminutions annuelles les plus fortes concernent la CC Plaine de l'Ain (-2,5 %) et celle de l'Est lyonnais (-2,6 %).

...voire qui se retourne au cours du dernier trimestre

L'analyse sur la période très récente laisse entrevoir une augmentation du nombre de demandeurs d'emploi au cours des derniers mois et un possible retournement de tendance. C'est le cas au niveau national, où le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A augmente de 0,7 % au troisième trimestre 2023, selon la Dares. C'est également ce qui est observé, en données corrigées des variations saisonnières, dans la métropole de Lyon à fin septembre 2023 : le nombre de demandeurs d'emploi présente une augmentation trimestrielle de 0,6 %.

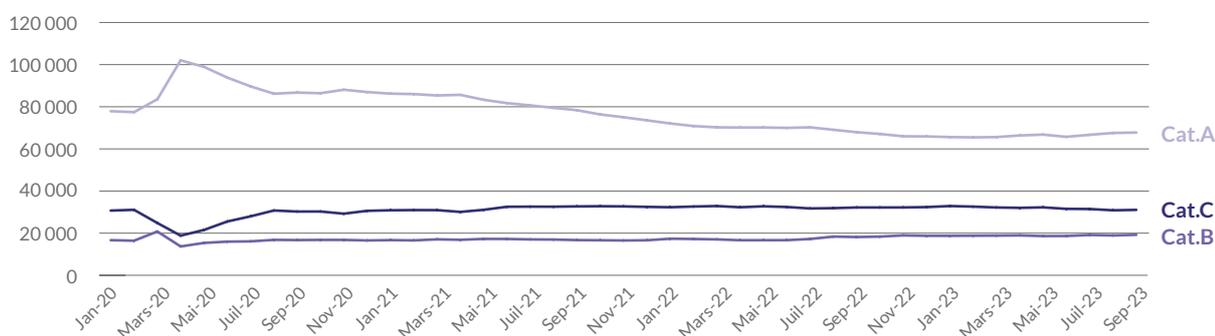
Nombre de demandeurs d'emploi (DE) fin septembre 2023 et évolution sur un an

Données brutes

	DE cat ABC	Évolution en un an	DE cat A	Évolution en un an
MÉTROPOLE DE LYON	120 230	-0,3%	67 670	-0,2%
CA PORTE DE L'ISÈRE	9 130	-0,1%	4 940	-3,7%
CA VIENNE CONDRIEU	6 050	+1,3%	3 240	-1,0%
CA VILLEFRANCHE BEAUJOLAIS SAÔNE	5 650	-0,2%	2 990	+0,1%
CC PLAINE DE L'AIN	5 590	-2,5%	2 780	-2,6%
CC EST LYONNAIS	2 040	-2,6%	1 060	-3,3%
CC VALLÉE DU GARON	1 800	-0,1%	920	-3,8%
CC PAYS DE L'OZON	1 450	+3,1%	750	+5,5%
CC DE MIRIBEL ET DU PLATEAU	1 440	+8,1%	780	+15,2%

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi entre janvier 2020 et septembre 2023 dans la métropole de Lyon

Données cvs





Un contexte qui profite nettement aux demandeurs d'emploi de longue durée

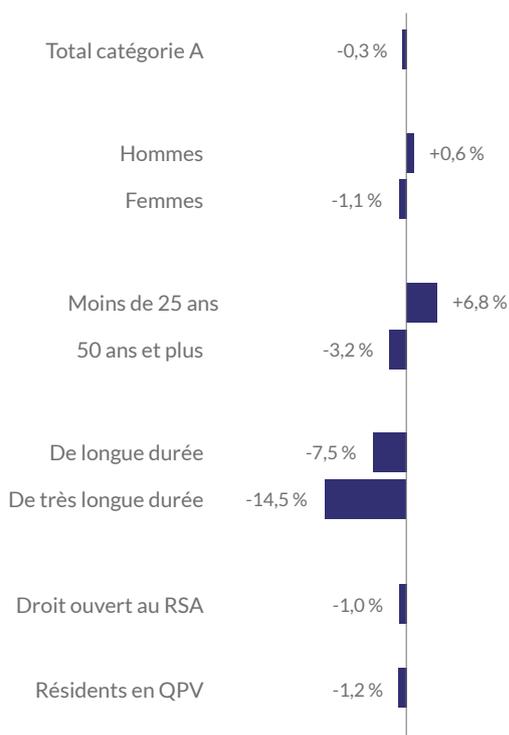
À fin septembre 2023, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A a peu diminué dans la métropole de Lyon en un an (-0,3 % soit près de 180 personnes). Néanmoins, au sein de cette baisse timide, certains profils bénéficient clairement d'une amélioration. La baisse annuelle profite aux femmes (-1,1 %), aux personnes de 50 ans et plus (-3,2 %), aux demandeurs d'emploi de longue durée (en recherche d'emploi depuis au moins un an) et en particulier aux demandeurs d'emploi de très longue durée (respectivement -7,5 % et -14,5 %).

Au fur et à mesure des baisses, les demandeurs d'emploi de très longue durée, qui représentaient 20 % des demandeurs d'emploi de catégorie A en septembre 2022, représentent désormais 17 % en septembre 2023 (soit 11 500 personnes).

Le nombre de bénéficiaires du RSA sans activité reste quasiment stable sur la période ; ils sont 17 400 à fin septembre 2023. Le nombre de demandeurs d'emploi résidant en QPV reste également stable sur la période ; ils sont 12 700.

Évolution en un an du nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A dans la métropole de Lyon, selon le profil

Septembre 2023 par rapport à septembre 2022.
Données brutes



Des déséquilibres pour certains métiers

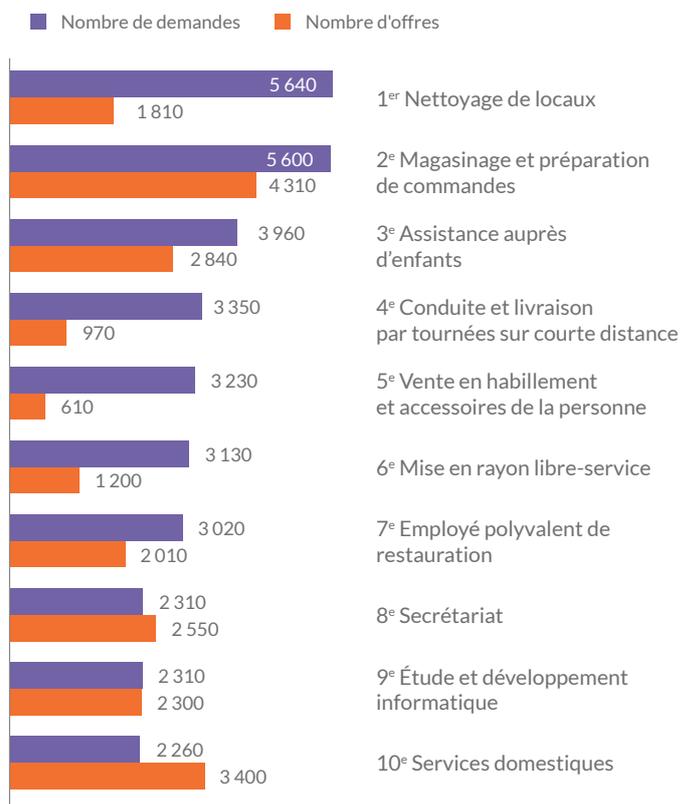
Les offres d'emploi collectées par Pôle emploi dans la métropole de Lyon ont augmenté de 5,4 % en un an (période d'octobre 2022 à septembre 2023 comparée à la période d'octobre 2021 à septembre 2022). Dans le même temps, le nombre de demandes a crû moins vite (+ 3,9 %).

Parmi les dix métiers les plus recherchés par les demandeurs d'emploi, les emplois relatifs au nettoyage des locaux, ceux liés au magasinage et à la préparation de commande et ceux qui concernent l'assistance auprès d'enfants restent le trio le plus demandé. Sur la période, l'étude et développement informatique s'imisce dans les dix métiers les plus recherchés avec plus de 2 300 demandes. Les métiers des services domestiques et du secrétariat semblent « sous tension » avec un volume de demandes d'emploi inférieur au volume d'offres.

Parmi les dix métiers les plus recherchés par les employeurs, certains sont exposés à des difficultés importantes de recrutement. Il s'agit notamment des métiers de l'installation et de la maintenance d'équipements industriels, de la sécurité privée, de la comptabilité ou encore de l'assistantat commercial.

Offres et demandes d'emploi pour les 10 premiers métiers recherchés par les demandeurs d'emploi dans la métropole de Lyon

Cumul d'octobre 2022 à septembre 2023. Données brutes



Les entrées en formation des demandeurs d'emploi

Clés de lecture

Source : Pôle emploi AURA - Entrées effectives en formation des demandeurs d'emploi cumulées de juillet 2022 à juin 2023

Périmètre : métropole de Lyon

Définitions

QPV : quartier politique de la ville

RQTH : reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé

RSA : revenu de solidarité active

27 650 entrées en formation dans la métropole de Lyon

Entre juillet 2022 et juin 2023, 27 650 entrées en formation ont concerné des demandeurs d'emploi résidant au sein de la métropole de Lyon. 51 % d'entre elles se sont adressées à des femmes, 17 % à des habitants des QPV, 15 % à des bénéficiaires du RSA et 7 % à des bénéficiaires de l'obligation d'emploi (personnes ayant une RQTH). Les niveaux de formation des stagiaires sont majoritairement Bac +3 et plus (28 %) et BEP ou CAP (22 %). Les demandeurs d'emploi sans diplôme représentent 13 %.

45 % des formations sont financées par des comptes personnels de formation autonomes (CPF) et 24 % par Pôle emploi. La création d'entreprise représente 4 % des objectifs des formations débutées sur la période.

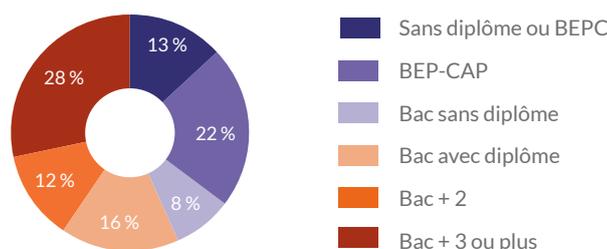
Conduite automobile et français langue étrangère en tête

Les formations certifiantes représentent près d'une entrée en formation sur deux. Viennent ensuite les formations de perfectionnement ou d'élargissement des compétences (18 %) puis la professionnalisation (10 %).

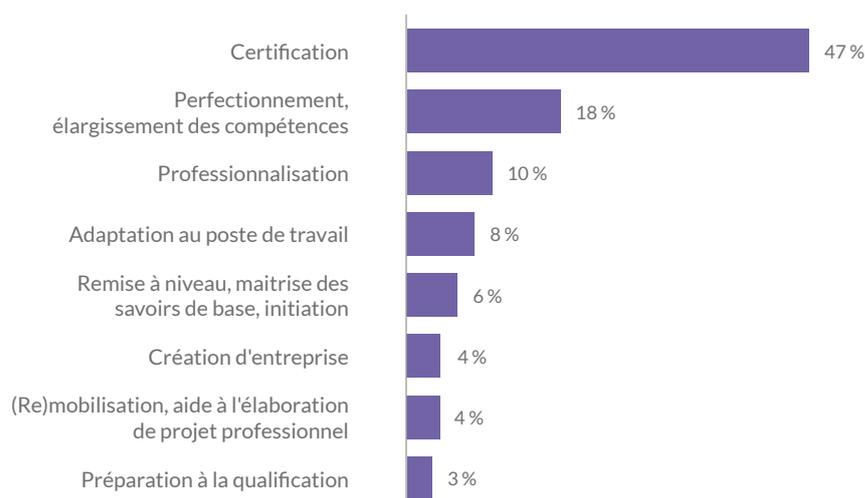
Les principales formations suivies sur la période de juillet 2022 à juin 2023 ont été :

- la conduite automobile (11 %) avec une durée moyenne de formation de 17 heures,
- le français langue étrangère (8 %) avec une durée moyenne de formation de 368 heures,
- la création d'entreprise (4%) avec une durée moyenne de formation de 46 heures,
- l'anglais (4 %) avec une durée moyenne de formation de 51 heures,
- les logiciels de bureautique, les langues (hors anglais), la conduite de chariot automoteur, les bilans professionnels, etc.

Niveau de formation des stagiaires



Répartition des entrées en formation par objectif de formation



Le taux de chômage

Clés de lecture

Le **taux de chômage** est le rapport entre le nombre de chômeurs au sens du Bureau international du travail (BIT) et le nombre de personnes actives (en emploi ou au chômage).

Un **chômeur** au sens du BIT est une personne âgée de 15 ans ou plus qui est sans emploi au cours de la semaine de référence, est disponible pour travailler dans les deux semaines à venir et a effectué, au cours des quatre dernières semaines, une démarche active de recherche d'emploi ou a trouvé un emploi qui commence dans les trois mois.

Source : Insee, Estimations de taux de chômage localisés, en moyenne trimestrielle

Périmètres : zones d'emploi

La fin de l'embellie ?

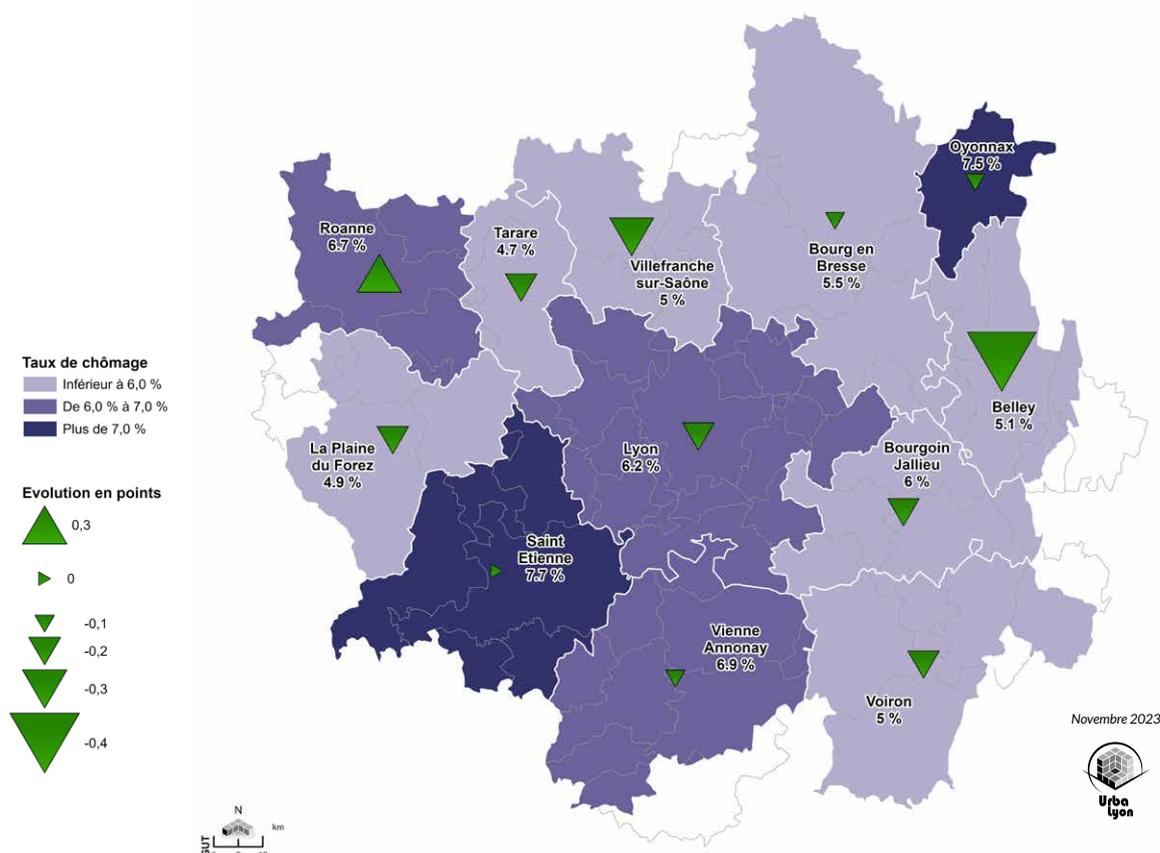
Le taux de chômage dans la métropole de Lyon s'établit à 6,8 % au deuxième trimestre 2023, en hausse de +0,2 point par rapport au trimestre précédent. Toutefois, sur période longue, le nombre de chômeurs est en baisse : le taux était égal à 7,1 % un an auparavant et à 7,8 % il y a deux ans, à la sortie de l'année de crise sanitaire. Le taux de chômage métropolitain reste supérieur à celui du département Rhône (4,2 %) et à celui de la région (6,1 %).

Au deuxième trimestre 2023, les taux de chômage des zones d'emploi du carré métropolitain se situent entre 4,7 % et 7,7 %. Par rapport au trimestre précédent, ils augmentent dans les deux tiers des zones d'emploi (de 0,1 à 0,4 point) mais par rapport à la même période de l'année précédente, ils baissent dans toutes les zones d'emploi exception faite de celle de Roanne où le taux augmente (passant de 6,4 % à 6,7 %) et d'Oyonnax où le taux reste stable (7,7 %).

Comme aux trimestres précédents, parmi les douze zones d'emploi du carré métropolitain, deux enregistrent un taux de chômage supérieur à 7 % : celles d'Oyonnax (7,7 %) et de Saint-Étienne (7,6 %). À l'inverse, les zones d'emploi de Tarare (4,7 %), de la Plaine du Forez (4,9 %), de Voiron (5,0 %) et de Villefranche-sur-Saône (5,0 %) affichent les taux de chômage les plus faibles. Le taux de chômage de la zone d'emploi de Lyon s'établit à 6,2 % de la population active.

Sur une période d'analyse plus longue, les taux de chômage des zones d'emploi ont tous diminué entre le deuxième trimestre 2021 et le deuxième trimestre 2023. Ils sont d'ailleurs inférieurs d'au moins un point à ceux relevés avant la crise sanitaire, au deuxième trimestre 2019, sauf dans les zones d'emploi de Bourg-en-Bresse, Oyonnax et Voiron (avec respectivement, 0,8, 0,3 et 0,9 point d'écart).

Taux de chômage par zone d'emploi au deuxième trimestre 2023 et évolution en un an



Les allocataires du revenu de solidarité active (RSA)

Clés de lecture

Le revenu de solidarité active (RSA) est une allocation qui complète les ressources initiales du foyer pour qu'elles atteignent le niveau d'un revenu garanti. Il varie selon la composition du foyer et du nombre d'enfant(s) à charge, du montant des revenus d'activité du foyer, de certaines autres ressources (pensions alimentaires, indemnités chômage...) et des aides au logement perçues.

La prime d'activité (PPA) est une prestation qui vise à lever les freins monétaires au retour à l'emploi et à soutenir le pouvoir d'achat des travailleurs aux ressources modestes. Elle permet également aux jeunes actifs âgés de 18 à 25 ans de bénéficier d'une aide à l'emploi, y compris les étudiants et les apprentis. La prime d'activité est calculée sur la base des ressources de l'ensemble des membres du foyer.

L'allocataire du RSA ou de la PPA est la personne qui en fait la demande. La notion d'allocataire fait référence aux foyers composés de personnes seules ou de plusieurs personnes.

Source : Caf de Rhône – Données semi-définitives

Périmètre : métropole de Lyon

660 foyers allocataires de moins en un an

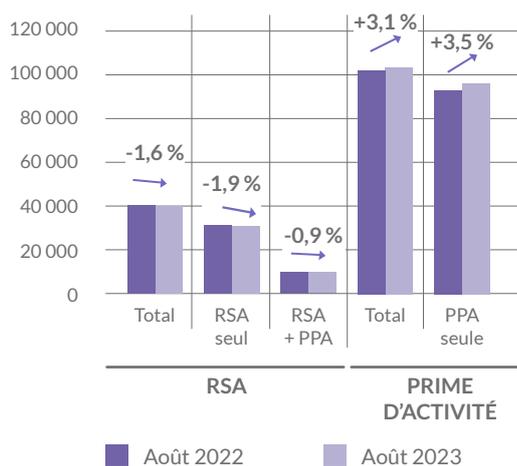
En août 2023, le nombre de foyers allocataires du RSA atteint 39 800 ménages, ce qui correspond à 660 ménages allocataires de moins en un an (baisse de 1,6 %). Les effectifs d'allocataires de la prime d'activité continuent de croître (+ 3,1 % en un an) pour atteindre 105 100 en août 2023. Cette hausse concerne exclusivement les allocataires percevant la prime d'activité seule (9 allocataires sur 10) et non ceux percevant simultanément le RSA et la prime d'activité dont les effectifs sont en très légère baisse. Le nombre de foyers allocataires de la prime d'activité est supérieur de près de 8 000 à celui observé en août 2019.

Le dynamisme du marché du travail depuis deux ans a permis à des allocataires du RSA d'accéder à un emploi et de sortir du dispositif. Néanmoins, la reprise d'emploi se faisant pour un certain nombre de personnes sous forme de contrats de travail précaires (CDD de très courte durée et/ou à temps partiel), cela a pour effet d'augmenter les demandes de prime d'activité pour celles dont les ressources restent trop modestes.

Nombre de foyers allocataires fin août 2023

Allocataires RSA	39 800
Allocataires prime d'activité	105 100

Évolution du nombre de foyers allocataires entre août 2022 et août 2023

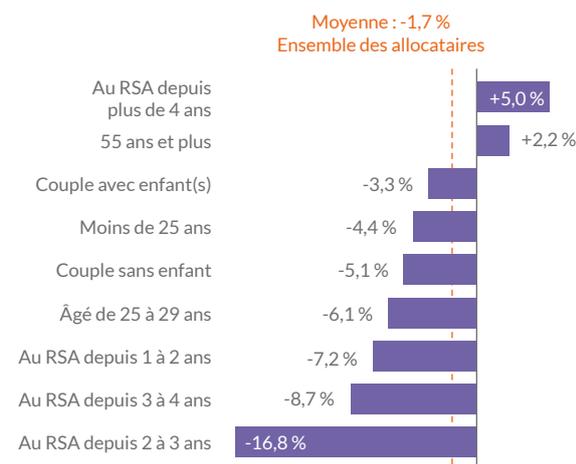


Une poursuite de la hausse du nombre d'allocataires du RSA depuis plus de 4 ans

La situation à fin juin 2023 montre la poursuite de la progression des effectifs des allocataires du RSA les plus anciens dans le dispositif. La part d'allocataires du RSA depuis plus de quatre ans est en hausse de 3,4 points en un an et représente désormais 53 % du total des allocataires. Leur nombre atteint 21 560 fin juin 2023, soit 1 030 foyers supplémentaires en un an et presque un tiers de plus qu'en 2019 avant la crise sanitaire. Ce constat confirme qu'une frange croissante de la population la plus éloignée de l'emploi reste en marge de la reprise économique. De nouvelles approches d'accompagnement telles que les expérimentations Territoires zéro chômeurs de longue durée (au nombre de quatre dans la métropole de Lyon) et France Travail en direction des allocataires du RSA de Givors et Grigny sont donc nécessaires pour lutter contre la privation d'emploi durable vécue par un nombre croissant d'individus.

Les allocataires dans le dispositif depuis deux à trois ans enregistrent des évolutions très encourageantes avec -16,8 % d'allocataires en un an. Ceux âgés de moins de 30 ans profitent également du dynamisme des emplois avec un recul de 6,1 % en un an pour les jeunes âgés de 25 à 29 ans et -4,4 % pour les moins de 25 ans.

Profil des allocataires du RSA concernés par les plus fortes variations entre juin 2022 et juin 2023



Les créations d'entreprise

Clés de lecture

Une création d'entreprise correspond à l'apparition d'une unité légale exploitante n'ayant pas de prédécesseur, avec mise en place de nouveaux moyens de production. Les statistiques incluent les créations sous le régime de micro-entrepreneur. Depuis janvier 2023, les formalités de création d'entreprises s'effectuent sur le guichet électronique des formalités d'entreprises. Ce changement fragilise temporairement le suivi mensuel des créations d'entreprises. Ainsi, les données concernant l'année 2023 sont à considérer avec précaution.

Source : Insee.
Données brutes.

Périmètre :
circonscription
départementale
du Rhône

Un recul des créations par rapport à 2022

31 180 entreprises ont été créées dans le Rhône depuis le début de l'année, jusqu'en octobre. Les trois derniers mois ont été plus dynamiques, mais sur l'ensemble de l'année le niveau des créations est en diminution par rapport à l'année dernière : -4 %. Les créations sont également en diminution dans la région mais stables en France.

La baisse de créations est plus forte pour les sociétés (-8 %) et les entreprises individuelles classiques (-10 %) que pour les micro-entreprises (-1 %).

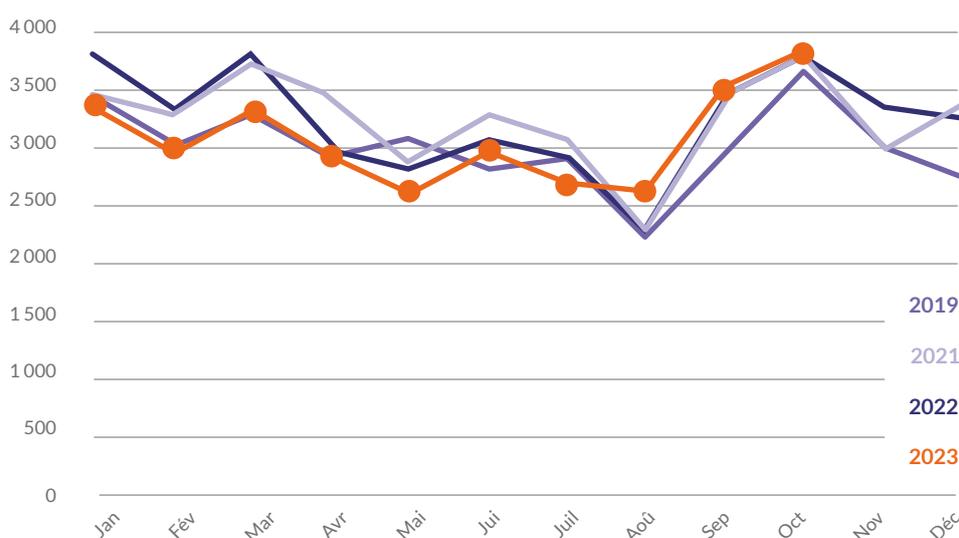
Au niveau national, seules les créations de micro-entreprises sont en hausse. Concernant les activités, le nombre de créations augmente dans les secteurs du transport, de l'hébergement-restauration, est stable pour le commerce et diminue dans la construction, les activités immobilières, les activités financières et d'assurance, l'enseignement, la santé et l'action sociale.

Évolution des créations d'entreprise entre 2022 et 2023

(Cumul de janvier à octobre)

RHÔNE	-4 %
AUVERGNE-RHÔNE-ALPES	-3 %
FRANCE	+0,1 %

Nombre de créations d'entreprise dans le Rhône



Les défaillances d'entreprise

Clés de lecture

Une **défaillance d'entreprise** correspond à l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire (y compris les résolutions de plans), lorsqu'une entreprise est en état de cessation de paiement.

Les **procédures collectives** comprennent également les sauvegardes.

Sources : Tribunal de commerce de Lyon ; Conseil national des greffiers des tribunaux de commerce

Périmètres : ressorts des tribunaux de commerce (pour le tribunal de Bourg-en-Bresse, il s'agit de la totalité du département de l'Ain)

Une forte augmentation des défaillances...

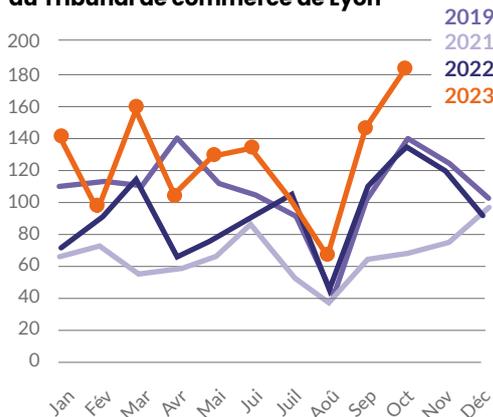
La dégradation de la conjoncture économique, qui fait suite à la fin progressive du soutien aux entreprises mis en place pendant la crise sanitaire, engendre un certain nombre de difficultés et de cessations de paiement. Au tribunal de commerce de Lyon, 1 270 procédures collectives ont été ouvertes entre janvier et octobre 2023, un chiffre en forte hausse par rapport à la même période en 2022 (+41 %). La progression est également importante dans les autres tribunaux de l'aire métropolitaine, en particulier celui de Villefranche-Tarare (+47 %), et dans une moindre mesure ceux de Vienne et de Bourg-en-Bresse (respectivement +24 % et +21 %). Après trois années « hors normes » liées à la crise sanitaire et à ses suites, l'année 2023 se présente comme une année de fort rattrapage du nombre de défaillances. À Lyon comme à Vienne et à Villefranche-Tarare, elles atteignent un niveau supérieur à celui précédant la crise.

... en particulier des entreprises de moins de 50 salariés

Les entreprises sans salariés représentent toujours la majorité des défaillances : 62 % au tribunal de commerce de Lyon. Cependant leur part a fortement diminué, du fait d'un accroissement notable des défaillances de petites et moyennes entreprises (PME) comptant entre 1 et 50 salariés. La part de ces dernières est passée de 27 % des procédures en 2019 à 37 % en 2023.

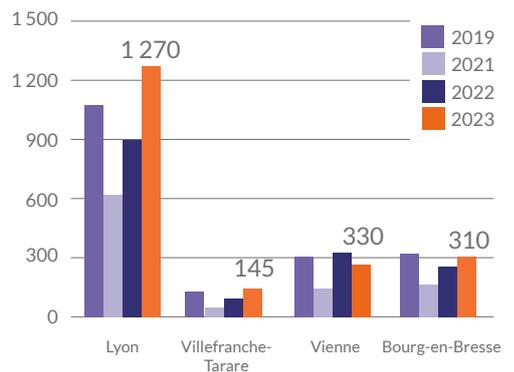
En termes sectoriels, la situation s'est particulièrement détériorée dans les services aux entreprises : services administratifs et de soutien (nettoyage, sécurité, facturation...) et activités spécialisées, scientifiques et techniques (comptabilité, ingénierie, recherche et développement, publicité...). Dans ces deux secteurs, l'augmentation du nombre de défaillances est particulièrement forte (respectivement +78 % et +89 % en un an). L'industrie est également concernée (+47 %). Les évolutions sont moins rapides dans le commerce (+24 %) et la construction (+28 %), qui restent les deux secteurs les plus importants en nombre de procédures.

Nombre de procédures collectives au Tribunal de commerce de Lyon



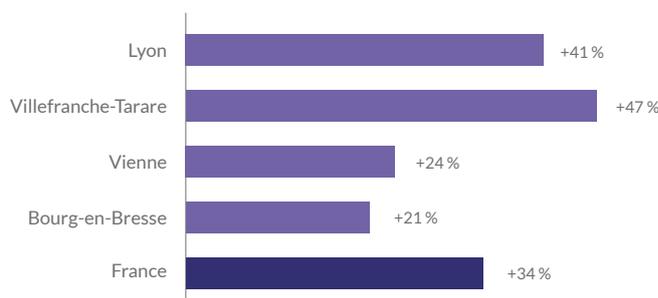
Nombre de procédures collectives par tribunal

Cumul de janvier à octobre



Evolution du nombre de procédures collectives entre 2022 et 2023

Cumul de janvier à octobre 2023 comparé au cumul de janvier à octobre 2022





L'immobilier d'entreprise

Clés de lecture

L'observatoire du Cecim (Centre d'études de la conjoncture immobilière de la région lyonnaise) publie tous les trimestres une analyse globale du marché de l'immobilier d'entreprise, par type de locaux (bureaux, activité, logistique).

La demande placée comprend toutes les transactions ayant abouti au cours de la période, qu'il s'agisse de locations ou de ventes, de biens anciens ou neufs.

Sources : Cecim, JLL

Périmètre : périmètre d'étude du Cecim, comprenant la métropole de Lyon, ainsi qu'une large partie du Rhône, le sud de l'Ain et le Nord-Isère.

Un ralentissement qui se confirme

Le ralentissement des marchés de l'immobilier d'entreprise lyonnais se confirme au cours de l'été. Face à la prudence et à l'attentisme des entreprises, le rythme des commercialisations décélère, sans toutefois s'effondrer.

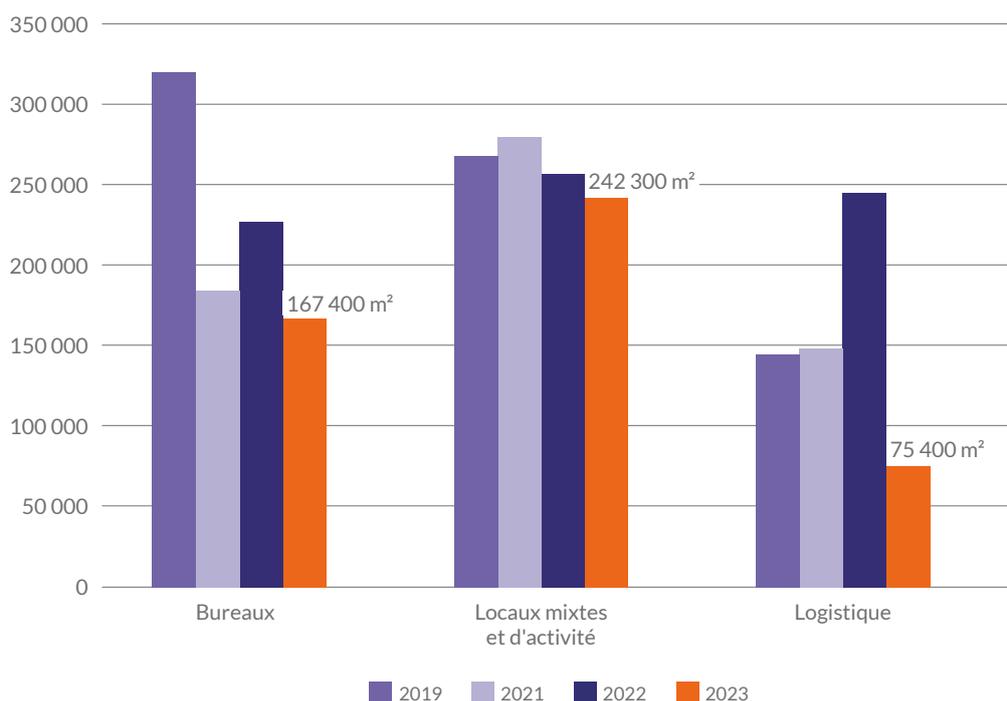
Sur le marché des bureaux, 167 400 m² ont été placés entre janvier et septembre, ce qui représente une baisse de 27 % par rapport à l'an passé. Si le segment des transactions de taille moyenne, inférieures à 10 000 m², conserve un certain dynamisme, le nombre de transactions de plus de 10 000 m² est faible : seulement quatre ont été enregistrées. Les établissements d'enseignement se montrent particulièrement actifs, avec une trentaine de transactions depuis le début de l'année sur un total de 380 transactions. Les professionnels de l'immobilier notent une progression de l'offre en immeubles restructurés (immeubles anciens reconfigurés aux nouvelles normes et adaptés aux attentes actuelles) : elle représente un tiers des nouvelles surfaces

tertiaires commercialisées. En termes géographiques, les volumes échangés à la Part-Dieu et à Gerland diminuent fortement en l'absence de grandes transactions, alors que les extérieurs hors Lyon et Villeurbanne progressent.

Le marché des locaux d'activité affiche une relative stabilité, avec 242 300 m² placés de janvier à septembre, soit une légère baisse de 6 % et un chiffre proche de la moyenne des dix dernières années. Le nombre de transactions est stable également (305 transactions depuis le début de l'année). Les commercialisations de petites et moyennes surfaces (inférieures à 1 000 m²) sont en hausse alors que les transactions de plus grande taille pâtissent du manque d'offre disponible. La part des locaux neufs est particulièrement élevée (42 % du volume global échangé cette année, contre 30 % l'an passé). La première couronne de l'Est lyonnais accueille près de la moitié des surfaces placées.

Demande placée par marché (en m²)

Cumul de janvier à septembre





Actualités des entreprises

Clés de lecture

Champ : Sélection d'événements économiques concernant les entreprises du territoire, d'août à novembre 2023

Source : veille presse et internet

Périmètre : aire d'attraction de Lyon

À Lyon

BON VIVANT Fermentation de précision Lyon 7	La biotech lève 15 M€ pour construire un nouveau laboratoire à Lyon et renforcer ses équipes de recherche.
ELYSE ENERGY Molécules bas-carbone Lyon 3	La société annonce l'implantation d'une usine de production de e-methanol sur la plateforme chimique des Roches - Roussillon (38), pour un investissement de 700 M€. Sa mise en service est prévue en 2028.
E-RECYCLE Reconditionnement de produits numériques Lyon 8	L'entreprise lève 1,5 M€ pour automatiser ses étapes de diagnostic et accélérer l'industrialisation de sa ligne de reconditionnement.
EXOTEC Solutions robotisées pour les entrepôts Lyon	Le groupe nordiste implante à Lyon un centre de R&D en logiciel, recrute 25 personnes et vise 100 embauches à terme.
GROUPE LA POSTE Courriers et colis Lyon 2	Le groupe inaugure la rénovation de l'Hôtel des postes de Lyon Bellecour. Renommé « Le Village La Poste » et certifié HQE, il regroupe 27 entités de la région et 450 salariés sur 14 000 m ² .
LABORATOIRE AGUETTANT Médicaments injectables Lyon 7	Le laboratoire investit 15 M€ pour installer une nouvelle ligne de production et doubler ses capacités ; il recrute 5 nouveaux collaborateurs.
PANZANI Pâtes alimentaires et sauces Lyon 3	Le groupe emménage avec 210 salariés dans un nouveau siège social au sud de la Part-Dieu.

Dans la métropole de Lyon (hors Lyon)

DIATEX Textiles techniques Saint-Genis-Laval	L'entreprise inaugure son nouveau siège social et intègre le réseau PERL (<i>Potential Enterprise to Real Leader</i>).
GCA / GROUPE BERNARD Véhicules d'occasion Corbas	Les deux groupes créent un centre de reconditionnement de véhicules d'occasion sur le site TEA Lyon, baptisé l'Atelier 5.000® ; il comptera une centaine de collaborateurs à terme et 15 000 véhicules reconditionnés par an.
HOLDING TEXTILE HERMÈS Luxe Pierre-Bénite	La filiale textile du groupe Hermès inaugure l'extension de son site historique, avec création d'une nouvelle ligne d'impression et des embauches.
IVECO FRANCE Fabrication de bus et cars Vénissieux	Le constructeur inaugure une nouvelle structure d'essais et de validation, unique en Europe, baptisée E-Bench, pour un investissement de 6,2 M€.
SYMBIO Piles à combustible hydrogène Saint-Fons	L'entreprise emménage dans son nouveau site à Saint-Fons, qui regroupe siège social, centre de R&D et unité de fabrication grande capacité, sur un terrain de 8 hectares. Il emploiera 650 salariés à terme.



Dans le Rhône

ENEDIS Distribution d'électricité Saint-Pierre- la-Palud	Les travaux d'agrandissement du centre de formation de La Pérolière sont en cours ; la rénovation de la Villa Mancini est achevée. 23 M€ sont investis pour accueillir 15 000 stagiaires par an.
GOODMAN FRANCE Immobilier d'entreprise Colombier- Saugnieu	Le Conseil d'État valide le projet de création d'une plateforme logistique de plus de 160 000 m ² , qui devrait accueillir le groupe Amazon.

Dans l'Ain

BIOMÉRIEUX Diagnostic in vitro Saint-Vulbas	Le groupe inaugure l'extension et la modernisation de son centre international de distribution, livré au printemps. 20 M€ ont été investis et 25 personnes recrutées.
COVERGUARD Équipements de protection industrielle Mionnay	La société installe son siège social et ses activités logistiques dans un nouveau site de 15 000 m ² loué à la foncière Argan.
DOORTAL Blocs-portes métalliques techniques Miribel	L'entreprise investit 8 M€ dans la construction d'une nouvelle usine à Miribel et 3 M€ dans le renouvellement de l'appareil de production du site existant.
FIL'ING BRODERIES Broderie de luxe Civrieux	L'entreprise familiale entame la construction d'un nouveau bâtiment de 24 000 m ² et recrute une quinzaine de personnes.
KEM ONE Fabrication de résines PVC Balan	Le groupe déploie un plan de réduction de la consommation d'eau : une baisse de 75% est prévue à Balan d'ici 2030.
VERALLIA Fabrication de pots en verre Lagnieu	L'entreprise met en place d'un système de récupération de chaleur fatale, réintégrée dans les fours. 6 M€ sont investis, dont 1,6 M€ financés par France Relance.

Dans le Nord-Isère

ENVIRONNE' TECH Centre d'essais industriels Bourgoin-Jallieu	La société inaugure un nouveau centre de test de batteries et piles à combustibles, pour le marché du transport. 3 M€ investis.
FSP-ONE Fils de haute technologie Pont-de-Chéruy	Deux investissements de 2 M€ et 3,5 M€ sont prévus pour construire de nouveaux bâtiments, internaliser certains savoir-faire et réimplanter un atelier de chimie et revêtement.
RECYC'ELIT Recyclage chimique des textiles Chasse-sur- Rhône	La start-up lève 3,2 M€ pour lancer la phase d'industrialisation (démonstrateur) de son procédé de recyclage des textiles à base de polyester.
SERGE FERRARI Textiles techniques Saint-Jean- de-Soudain	Le groupe investit 4,3 M€ dans la création d'un centre d'innovation sur le site de Rochetoirin, avec une trentaine de chercheurs sur les nouveaux textiles écoconçus.

Nous remercions
l'Aderly Invest in Lyon,
la Banque de France,
la CAF du Rhône,
le Cecim,
l'Insee,
le Medef Lyon-Rhône,
la Métropole de Lyon,
Pôle emploi,
le Tribunal de commerce de Lyon,
l'Urssaf
et la Ville de Lyon
pour leur participation à l'élaboration de cette publication.

Directeur de publication : **Damien Caudron**
Référent : **Clarisse Garin-Hameline** 04 81 92 33 40
c.garinhameline@urbalyon.org
ISSN 0753-34-54

Ce rapport résulte d'un travail associant les métiers
et compétences de l'ensemble du personnel de l'Agence d'urbanisme



Agence d'**Urbanisme** de l'aire
métropolitaine **lyonnaise**

Tour Part-Dieu, 23^e étage
129 rue Servient
69326 Lyon Cedex 3
Tél. : +33(0)4 81 92 33 00
www.urbalyon.org

La réalisation de ce rapport a été permise par la mutualisation
des moyens engagés par les membres de l'Agence d'urbanisme